

Alice GUILLOUX
vice-président, juge des libertés et de la
détermination

N°RG : N° RG 20/01362 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-M4UP

Minute n° : 20/01051

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détermination assistée de Julie BARALE, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques sans consentement prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 28 Novembre 2020 à la demande de **Monsieur**

concernant : **Madame**
née le 01 Avril 1963 à
29 rue Calvin
Résidence parc des Arceaux - Bat B2
34080 MONTPELLIER

ayant pour avocat Me Christelle GIRARD

Vu la saisine en date du 04 Décembre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 04 Décembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Monsieur**
- **Madame**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 04 Décembre 2020,

Vu la note d'audience en date du 07 Décembre 2020,

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur le défaut de notification de la décision de maintien des soins :

L'avocate de Madame / soutient que la décision de maintien en hospitalisation complète en date du 1^{er} décembre 2020 ne lui a pas été notifiée.

Il convient de rappeler que l'absence de notification d'une décision administrative n'entraîne pas la nullité de cette décision mais empêche le délai de recours de commencer à courir.

Cependant, l'article L.3211-3 du code de la santé publique dispose que : "Avant chaque décision prononçant le maintien des soins en application des articles L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3213-4 ou définissant la forme de la prise en charge en application des articles L. 3211-12-5, L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-3, la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est, dans la mesure où son état le permet, informée de ce projet de décision et mise à même de faire valoir ses observations, par tout moyen et de manière appropriée à cet état.

En outre, toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres II et III du présent titre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale est informée :

a) Le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état, de la décision d'admission et de chacune des décisions mentionnées au deuxième alinéa du présent article, ainsi que des raisons qui les motivent ;

b) Dès l'admission ou aussitôt que son état le permet et, par la suite, à sa demande et après chacune des décisions mentionnées au même deuxième alinéa, de sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 3211-12-1."

En l'espèce, il n'est justifié au dossier d'aucune notification de la décision de maintien des soins en hospitalisation complète en date du 1^{er} décembre 2020 à Madame

Cette irrégularité fait grief à Madame qui a été privée de liberté sans en connaître les raisons et sans être informée de ses voies de recours, alors qu'elle conteste cette hospitalisation contrainte, et qui n'a ainsi pas été mise à même de contester utilement la décision privative de liberté.

En conséquence, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés, il convient d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète et de rejeter la demande de maintien formulée par le directeur du centre hospitalier. Toutefois, au vu de la nécessité de maintenir les soins psychiatriques mentionnée sur l'avis médical du docteur Victoria CAPA en date du 03 décembre 2020, la mainlevée pourra être différée pendant 24 heures maximum afin de permettre, le cas échéant, la mise en place d'un programme de soins.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

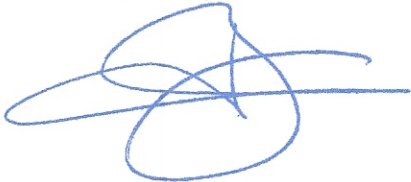
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code de la santé publique).

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 07 Décembre 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention

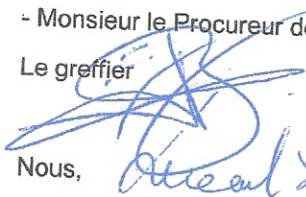


Mentions de notification envoyée le 07 Décembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame Amir par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Christelle GIRARD par courriel
- Monsieur Walid par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 07 Décembre 2020 à **ASH 02**

Le greffier



Nous,



, procureur de la République, déclarons:

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature:

